



VERSAILLES



versailles@sgen.cfdt.fr - 01 40 90 43 31
23 place de l'Iris, 92400 Courbevoie

Madame la rectrice,
Cher·es collègues,

Une nouvelle rentrée COVID va avoir lieu dans quelques jours.

Nous nous installons désormais dans cette normalité et, ce que nous demandent les collègues, c'est de la sérénité, de l'anticipation. Nos collègues ne veulent plus des consignes divulguées en dernière minute dans tel ou tel média. Ils ne supportent plus les bouleversements incessants et l'imprévisibilité qui ont caractérisé les deux années que nous venons de vivre.

La sérénité est-elle de rigueur ? Assurément non, pas encore.

Il faut le redire ici, si l'école tient, c'est essentiellement par la détermination des agent·es, pas grâce au soutien de notre ministère. Quelle que soit notre mission, nous avons dû user beaucoup de nos forces pour parvenir à ce résultat.

Cette rentrée se présente avec une nouvelle situation, de nouveaux enjeux. Mais nous sommes encore tributaires des décisions passées, ou de l'indécision passée.

Bien sûr, la dynamique de vaccination nous redonne un peu de confiance. Mais avons-nous reçu le soutien que nous pouvions espérer quant à la vaccination des personnels ? Assurément non. Et bien des personnels auront besoin de pouvoir accéder sur leur temps de travail à cette vaccination. La perspective de la vaccination des élèves accompagnée dans le cadre scolaire est encore très floue. Nous allons devoir subir les conséquences du nombre insuffisant de personnels de santé dans nos collèges et lycées pour accompagner cette vaccination. Si la vaccination est un objectif fondamental, nous redoutons les effets de la campagne de vaccination menée sur le temps scolaire. Dans tous les cas, nous souhaitons que les modalités et les moyens de cette campagne vaccinale soient au service d'un accroissement réel de la couverture vaccinale, et non d'un accroissement de la seule couverture médiatique.

Avons nous reçu le soutien que nous pouvions espérer quant aux mesures de protection sur nos lieux de travail ? Assurément non. Qu'il s'agisse des équipements individuels de protection ou de la ventilation des locaux, nous sommes loin d'être sereins. Les collègues vont continuer pour la plupart à financer leurs masques sans la participation indispensable de leur employeur. Les locaux vont continuer à souffrir des problèmes d'aération faute de travaux sur l'ouverture des fenêtres, la mesure de la concentration en CO2 et la filtration de l'air.

Avons-nous reçu le soutien que nous pouvions espérer pour assurer le maintien de l'ouverture de nos classes à toutes nos élèves, en particulier lorsque nous travaillons avec des enfants qui ne peuvent pas être vaccinés ? Assurément non. Nous avons besoin de sécuriser notre école autrement que par des mots. Quelles procédures concrètes pour assurer le suivi des cas contacts ? Quelle adaptation du protocole sanitaire à la situation concrète dans chaque département ? Quels seront les critères de décision ? Nous sommes encore dans le flou.

Avons-nous recruté davantage pour faire face à cette situation ? Assurément non. Et ce n'est pas la situation des contractuel·les que vous avez remercié·es et que nous soutenons aujourd'hui devant le Rectorat qui témoignent du contraire. Nous réclamons le réexamen de leur situation et que les établissements disposent des moyens nécessaires afin d'accomplir leurs missions. Nous tenons à ce que la rentrée se déroule avec tous les postes pourvus et ce n'est pour le moment pas le cas. Cela fragilise les préparatifs réalisés dans les établissements.

Nous ne reviendrons pas sur les questions que posent encore le protocole sanitaire, au sujet par exemple de l'activité physique et sportive dans le 1^{er} degré notamment ou des sorties scolaires...

Pour retrouver la sérénité, nous avons besoin de cohérence et de dialogue. Nous vous demandons donc de pouvoir faire le point régulièrement sur l'évolution de la situation, après que la rentrée aura eu lieu, puis jusqu'à ce que la situation soit stabilisée. Nous vous demandons aussi de prendre le temps de dialoguer et d'agir, avec nos personnels de direction, directrices et directeurs, pour qu'ils et elles puissent tenir. Cela aura sans aucun doute aussi beaucoup d'impacts positifs sur les collègues qu'ils/elles encadrent.

Après deux années de crise sanitaire, nous déplorons l'absence de mesure d'accompagnement de la scolarité d'élèves dont beaucoup demeurent affectés de manière importante par les conséquences de cette crise sur le plan de leurs résultats comme sur le plan psychologique. Nous savons pourtant que ces effets touchent particulièrement les élèves issues des catégories les plus défavorisées. La réaction de notre administration n'est pas à la hauteur des enjeux.

Travailler dans le cadre du Grenelle sur le bien-être au travail n'est pas compatible avec le stress que vivent les équipes du fait du manque d'anticipation et de la manière dont les décisions sont prises et annoncées par la rue de Grenelle. La communication ne fait pas tout, en témoigne la dernière campagne d'affichage sur la laïcité.

La rentrée ne sera à coup sûr pas normale, mais il faut impérativement qu'elle nous permette de sortir de l'urgence.